Frédéric PETIT
Député des français établis à l'étranger
Allemagne, Europe centrale et Balkans
126 rue de l'Université - 75355 – Paris 07SP

Paris 20 novembre 2026

Je ne me joindrai pas à la pétition et aux revendications de certains de mes collègues parlementaires et élus des Français à l'étranger sur la réforme en cours de l'AEFE.
Je m'en explique dans cette déclaration publique.

Il est faux de dire que nous aurions abandonné ou sous-financé l'Agence depuis 2017, et que nous lancerions une réforme illégitime et à la va-vite quelques mois avant la présidentielle ; tout aussi faux et irresponsable de nous reprocher de le faire sans consultations et sans légitimité.

Depuis dix ans, la subvention pour charge de service publique de l'AEFE **est passée de 353 millions à 449** (en 2024). Et ceci sans compter les subventions exceptionnelles pour le COVID (100 millions d'euros).
Une réforme a déjà été lancée et demandée dès les premiers rapports budgétaires qui accompagnaient cette hausse, et dès le rapport complet de Mme Cazebonne, après **une consultation générale et massive en 2018**, dont l'analyse constitue la quatrième partie de son rapport. Pour rappel si certains ne l'auraient pas lu – ou l'aurait oublié : https://www.vie-publique.fr/files/rapport/pdf/194000122.pdf
J'insiste. Cette consultation s'est appuyée sur 9 questionnaires différents **pour chacun des acteurs du réseau** : les familles du réseau (60 questions fermées, 20 questions ouvertes, 8 416 réponses) ; les familles hors réseau (13 questions fermées, 3 questions ouvertes, 6 057 réponses) ; les équipes pédagogiques à l'étranger (34 questions fermées, 38 questions ouvertes, 1 290 réponses) ; les équipes pédagogiques en France (22 questions fermées, 8 questions ouvertes, 1 924 réponses obtenues) ; les anciens élèves (16 questions fermées, 8 questions ouvertes, 928 réponses) les élèves actuels (11 questions fermées, 7 questions ouvertes, 1 124 réponses) ; les élus et conseillers consulaires (7 questions fermées, 10 questions ouvertes, 56 réponses) ; les postes diplomatiques (9 questions fermées, 20 questions ouvertes, 53 réponses) ; l'encadrement (11 questions fermées, 16 questions ouvertes, 77 réponses). Plus de 20,000 retours de questionnaires !
Et cet effort de consultation a été permanent pendant toutes ces années, par Mme Cazebonne et son site participatif « RéflexeS » (https://www.reflexe-s.com/rendez-vous-12) ; et dans chaque lycée de ma circonscription, sillonnée de long en large, non seulement dans les « EGD paquebots » (Munich, Vienne, Francfort) mais aussi dans tous les autres (Varna, Belgrade, Pristina…) ; pas un établissement qui ne m'ait longuement rencontré, avec tous ses acteurs, et plusieurs fois. notre travail s'est alimenté en permanence de ces consultations de terrains, beaucoup le savent, et le disent.
Mme Cazebonne a réactualisé cette démarche en janvier dernier, dans un remarquable travail de synthèse et d'embarquement de toutes les sensibilités : pour les oublieux ou les manipulateurs : https://www.samantha-cazebonne.com/mission-efe-2026 .
Toujours sans mentionner l'ensemble de mes **avis budgétaires**, **ma lettre ouverte de 2020**, et l'ensemble de mes travaux **depuis 2017** (avec plus d'une centaine d'établissements rencontrés sur le terrain), il convient de rappeler à **certains agitateurs actuels** que cette absolue nécessité de réformer avait même été diagnostiquée **bien avant 2017, quand la gauche était au pouvoir** (rapport Perret et rapports de la Cour des Compte, entre autres).

Mais, conformément au fonctionnement des institutions, c'était au management de l'opérateur, à son CA, de mettre en œuvre les réformes nécessaires à sa survie et au développement du réseau. Non seulement la gouvernance de l'opérateur a été incapable de mettre en œuvre les changements proposés (qui accompagnaient, j'insiste, **de fortes hausses de subventions**), mais il a également laissé filer tout contrôle des causes annoncées de blocage, voire de faillite, et n'a pas été en mesure de s'opposer à l'impasse dans laquelle l'Agence s'est enfoncée année après année, dans **le silence complice et démagogique** de nos oppositions largement influentes au Conseil d'Administration, et malgré quelques mesures piochées ça et là dans nos recommandations. Quelques timides changements ont en effet été effectués, dont tout le monde se réjouit aujourd'hui, mais en évitant de les mettre à notre crédit : création d'une direction du développement du réseau et recrutement de nouvelles compétences adéquates, plus grande rotation des détachements, formation sur l'ensemble des 45,000

enseignants du réseau, création d'un vivier d'enseignants formés et spécialisés (IRF), entre quelques autres évolutions, clarifications financières partielles.

Depuis dix ans, des alertes ont effectivement été portées, régulièrement, non pas sur un sous-financement (et pour cause !), mais **sur la dérive majeure et absolument non maîtrisée de la masse salariale**, et de l'inadaptation de l'Agence et de son organigramme à l'ensemble de ses missions, et sur l'incroyable absence d'outils comptables transparents pour un opérateur recevant un demi milliards d'euros d'argent du contribuable. L'AEFE continuait à fonctionner de façon opaque, et comme un gestionnaire d'établissements, ce qui n'est qu'une petite partie de ses missions statutaires, d'autant que ces établissements « EGD » n'ont jamais représenté plus de 10 à 15% du réseau (EGD), et pour des écolages souvent supérieurs à la moyenne.
Et la qualité de l'enseignement est liée **à son homologation**, absolument pas à son statut d'EGD ou pas.
Il est absolument faux de dire que le réseau est « largement cofinancé par les familles » : près de 600 établissements **sont TOTALEMENT financés par les familles** ou des ressources locales, sans argent de l'état français. C'est l'Agence, et sa soixantaine d'établissements qui est en situation de co-financement Contribuable/Familles.

Moquer ceux qui ont de l'ambition pour ce réseau, une ambition légitime et tout à fait réalisable quand on connaît la situation effective de l'éducation dans le monde ; prétendre que ce développement ne pourrait venir que d'une augmentation proportionnelle de la subvention à la seule agence ; assimiler « conventionnement » à « qualité et moindres écolages « , tout en assimilant « déconventionnement » à « affaiblissement » et « augmentation des écolages » ; tout cela, c'est du blabla électoral et racoleur.
Cela dénote tout d'abord **une méconnaissance profonde du fonctionnement du réseau lui-même** : 640 établissements, sans doute plus de 5 milliards d'euros d'activité, près de 50,000 professeurs contrôlés et formés dans le cadre des homologations et des renouvèlements.
Cela dénote ensuite **un aveuglement coupable ou complice sur les dérives de l'Agence** qui reçoit une subvention d'un demi-milliard d'euros, mais qui, en comparaison, ne gère qu'une soixantaine de campus, et n'emploie que 5,000 enseignants détachés, 800 cadres, et environ 4,000 contrats locaux…

Tout n'a pas été parfait depuis 2017 dans ce que nous avons promu pour ce réseau, et nous n'avons pas encore réussi à faire mener par l'Agence la réforme nécessaire pour mieux en accompagner tous les acteurs, quel que soit leur statut. Il me semble personnellement que l'arrivée du nouveau directeur, dont le mandat a enfin été plus exigeant et plus clair, peut nous redonner espoir pour l'Agence (le réseau dans son immense majorité, n'est pas menacé).
Tout en critiquant souvent l'irresponsabilité et l'opacité de la gouvernance de l'Agence, nous avons défendu ce réseau **becs et ongles**, nous l'avons fait mieux connaître **à Paris et au Parlement**, nous l'avons soutenu financièrement, pour que l'Agence puisse mieux l'accompagner et l'amener à la hauteur de nos ambitions et des nécessités du monde chaotique dans lequel nous entrons.

Je suis fier du travail accompli, en particulier avec ma collègue Samantha Cazebonne, et avec les acteurs engagés dans les lycées de ma circonscription.

La période de précampagne présidentielle est bien entendu propice au genre d'agitation électoraliste dont nous sommes aujourd'hui les témoins. Je sais que ce genre de salmigondis vont faire florès. Je serai certainement attaqué en retour, ou ignoré par nos opposants, comme je l'ai souvent été depuis 2017.

Je fais confiance à la sagesse du plus grand nombre des parents, des élus, des enseignants et des cadres, à ceux avec qui j'ai débattu, parfois dans les désaccords, mais toujours sur les faits.

Et hauts les cœurs !

Vous retrouverez sous ce lien l'ensemble de mes rapports, prises de positions, ma lettre ouverte au personnel de l'AEFE de 2020, ma vidéo explicative du fonctionnement du réseau, tous les chiffres…
https://frederic-petit.eu/urgence-aefe-retrouvez-lensemble-de-mes-positions-sur-le-sujet/

Frédéric Petit
Député des français établis en Allemagne et Europe centrale
Frederic-petit.eu – frederic.petit@assemblee-nationale.fr – 01 40 63 75 31